

Le Conseil municipal de la Ville de Genève n'en a pas terminé avec le processus budgétaire. Des majorités mouvantes l'ont jusque-là tenu en échec, repoussant la décision finale à lundi

# Le budget s'offre un ultime round

MAUDE JAQUET

**Ville de Genève** ► Qui aime l'adrénaline, le suspense d'un sprint final et les retournements de situation s'en sera mis plein les yeux ce samedi. Si l'événement sportif, l'incontournable course de l'Escalade, se jouait sur les pavés de la Vieille Ville, le cœur politique de la Cité vibrerait lui aussi pour l'exercice le plus important – et quelques fois le plus laborieux – de l'année: le budget. Faute d'avoir bouclé l'exercice pour 2026, la journée de samedi a ouvert de nouveaux possibles dans un contexte chaotique depuis cet automne.

«Découvertes, incertitudes et rebondissements», avait résumé en introduction de la séance consacrée au budget le président de la commission des Finances de la Ville de Genève, le socialiste Théo Kheel. Qui ne croyait pas si bien dire. Alors que le processus budgétaire a déjà connu son lot de détours, un dernier effet de manche a soldé les douze heures de débat de samedi par un refus retentissant du Conseil municipal. Deux petites voix seulement ont fait échouer la nouvelle mouture du budget dessinée les heures précédentes en passant en revue pas moins de 81 amendements. La surprise est venue du camp centriste, qui s'est allié au PLR, à l'UDC et au groupe Ensemble à gauche-Union populaire pour remiser le travail accompli. Il faudra tout remettre sur le métier, une énième fois, lundi soir, au cours d'un troisième débat.

## Prime d'ancienneté sacrifiée

Tout recommencer, c'était déjà le programme du jour. Le passage en commission des finances plus tôt dans la semaine s'était soldé par un échec, aucune majorité n'ayant pu se dégager autour du projet bis esquisonné par le Conseil administratif. L'exécutif avait effectué quelque 21,5 millions d'économies basées sur le gel de postes vacants, le blocage des mécanismes salariaux et la diminution de subventions. La commission avait encore négocié près de 900 000 francs, ramenant le budget de -69,3 millions à -68,4 millions. Pas assez pour le PLR et l'UDC, trop pour le Parti socialiste et Ensemble à gauche et Union populaire.

Les mêmes tensions ont traversé les discussions same-



Le groupe du Centre et des vert'libéraux (au centre) a fait faux bond aux Vert·es (à gauche) pour refuser avec les bancs du PLR (au fond à droite) le projet de budget amendé. JEAN-PATRICK DI SILVESTRO-PHOTO PRÉTEXTE

di, l'hémicycle cherchant des majorités, tiraillé entre deux pôles opposés. Le PLR et l'UDC ont tenu *mordicus* à un seuil de 49,3 millions de déficit, dont le débat ne s'est jamais approché, hypothéquant de facto leur vote final. A l'opposé, la gauche radicale a farouchement contesté les coupes opérées par le Conseil administratif, estimant que l'exécutif avait cédé aux sirènes de l'austérité.

Entre deux, les Vert·es, le MCG et le groupe du Centre et des Vert'libéraux semblaient à la recherche d'un compromis susceptible d'entraîner le Parti socialiste (PS) dans le sillage du oui. Lequel reposait d'abord sur le rétablissement des mécanismes salariaux et de l'indexation, obtenu d'entrée de jeu sur proposition du Conseil administratif, moyennant la suppression de la prime d'ancienneté. Un point resté en travers de la gorge d'Ensemble à gauche. L'élu Jean Burgermeister a rap-



**«Ici on tape dans tout, mais on ne coupe dans rien»** Luc Zimmermann

pelé que ce principe était «le fruit de négociations entre le Conseil administratif et les syndicats au moment de la refonte de la grille salariale en 2011. Ce n'est pas une prime, mais une compensation pour éviter les pertes à l'échelle d'une carrière.» Un point de non-retour pour le groupe de gauche radicale, qui dénonce une volonté de diviser la fonction publique, la mesure salariale étant concentrée sur quelque 1300 personnes.

**Scénario idéal pour le PS**  
Mais pour le PS, les étoiles semblaient s'aligner. A la faveur d'une droite rarement unie, l'essentiel des écueils ont été évités. Pas de coupes dans la petite enfance ou le dispositif d'hébergement d'urgence, malgré un pilonnage de l'UDC qui tenait davantage de la posture politique que d'une réelle tentative de faire pencher le débat en son sens. Pas non plus de coupes linéaires telles que celles mises

sur la table par le PLR. Le parti a demandé la suppression de l'ensemble des postes supplémentaires (4 millions d'économies), mais aussi des coupes des subventions dans tous les départements: -5% pour chacun et traitement spécial pour le Département des finances, de l'environnement et du logement d'Alfonso Gomez, sanctionné d'un -40%. Aucune de ces propositions n'a passé la rampe.

Moins joué d'avance, les nombreux amendements du Centre et des Vert'libéraux sont restés pour la plupart lettre morte. Un seul nouveau poste, au sein de la Centrale municipale d'achat et d'impression, a été supprimé – pour une économie de 153 000 francs. Et la subvention accordée à Comptabilis, fiduciaire de l'économie sociale et solidaire, s'est quant à elle vu amputé de 20%, soit 33 000 francs. Il y a bien eu d'autres petites victoires marginales, comme le transfert d'une

subvention dans le domaine de l'e-sport, mais l'essentiel est passé à la trappe. Le groupe centriste défendait notamment de manière générique la non-augmentation des subventions existantes mais il s'est fait couper l'herbe sous le pied par des majorités de circonstance. Le MCG, notamment, a voté fréquemment avec la gauche, tandis que l'UDC a aussi joué les invités surprises sur certains objets. Les partis populistes ont ainsi joué un rôle de pivot que les centristes auraient bien voulu incarner. Faisant dire avec dépit au conseiller municipal du Centre Luc Zimmermann: «Ici on tape dans tout, mais on ne coupe dans rien.»

## Le jeu des subventions

Si certaines associations, comme DécadréE ou l'Usine, sont passées à un poil de la sanction, d'autres ont tiré leur épingle du jeu. Le chœur Liederkranz-Concordia a gagné une ligne nominative de 20 000 francs grâce au MCG et le soutien à la création des musiques actuelles a globalement gagné 100 000 francs au détriment de l'orchestre Geneva Camerata – un amendement déposé par les Vert·es. Les aîné·es faisaient aussi bonne pioche en se voyant adjuger une augmentation de la subvention de l'Avivo (30 000 francs demandés par le MCG) en même temps qu'un renfort voulu par le PLR de la subvention «soutien aux aînés». De quoi donner le sourire à la gauche.

Dans un dernier sursaut d'orgueil, la droite s'est tout de même accordée sur un point: la suppression des 58,4 postes vacants que le Conseil administratif s'était entendu pour geler en 2026. Un vote sans incidence sur la donne financière de l'année à venir, mais qui contraint les services, au moment de repourvoir ces postes, à les défendre un par un dans un futur budget.

## Dernier acte lundi

Mais toutes ces lignes restent provisoires. Lundi, il faudra s'atteler encore à trouver une majorité, sous peine de finir aux douzièmes provisoires. Un scénario que la plupart des partis aimeraient éviter, car il risque de grever encore le déficit. Un épouvantail qui devrait permettre de finalement conclure un accord. Mais qui en sortira la tête haute? Entre les camps, un nouveau round de tractations commence. I